

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/43712]

28 JUNI 2023. — Loi portant modification de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie*

Art. 2. Dans l'article 3 de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, les mots "fondé sur la nationalité, une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique" sont remplacés par les mots "fondée sur les critères protégés".

Art. 3. Dans l'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 17 août 2013, les modifications suivantes sont apportées:

a) aux 6° et 12°, les mots "de l'un des critères" sont chaque fois remplacés par les mots "d'un ou plusieurs des critères";

b) aux 7° et 9°, les mots "l'un des critères" sont chaque fois remplacés par les mots "un ou plusieurs des critères";

c) au 8°, les mots "l'un des critères" sont remplacés par les mots "un ou plusieurs des critères";

d) aux 10° et 11°, les mots "l'un des critères" sont chaque fois remplacés par les mots "un ou plusieurs des critères".

Art. 4. Dans l'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 17 août 2013, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 4° est complété par ce qui suit:

"Ces critères protégés peuvent être réels ou supposés, octroyés en propre ou par association, pris seuls ou en combinaison avec un ou plusieurs critères protégés de la présente loi, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes";

b) dans l'article 4 sont insérés les 9°/1 et 9°/2 rédigés comme suit:

9°/1 discrimination cumulée: situation qui se produit lorsqu'une personne subit une discrimination suite à une distinction fondée sur plusieurs critères protégés qui s'additionnent, tout en restant dissociables;

9°/2 discrimination intersectionnelle: situation qui se produit lorsqu'une personne subit une discrimination suite à une distinction fondée sur plusieurs critères protégés qui interagissent et deviennent indissociables";

Art. 5. Dans l'article 7, § 1^{er} de la même loi, les mots "une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique" sont remplacés par les mots "un ou plusieurs des critères protégés, à l'exception de la nationalité".

Art. 6. Dans le titre II de la même loi, il est inséré un chapitre II/1 intitulé: "Justification des distinctions fondées sur plusieurs critères protégés".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2023/43712]

28 JUNI 2023. — Wet houdende wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden*

Art. 2. In artikel 3 van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden worden de woorden "op grond van nationaliteit, een zogenaamd ras, huidskleur, afkomst of nationale of etnische afstamming" vervangen door de woorden "op grond van de beschermde criteria".

Art. 3. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de bepalingen onder 6° en 12° worden de woorden "één van de beschermde criteria" telkens vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria";

b) in de bepalingen onder 7° en 9° worden de woorden "een beschermd criterium" telkens vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria";

c) in de bepaling onder 8° worden de woorden "een bepaald beschermd criterium" vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria";

d) in de bepalingen onder 10° en 11° worden de woorden "een van de beschermde criteria" telkens vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria".

Art. 4. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 4° wordt aangevuld als volgt:

"Deze beschermde criteria kunnen werkelijke of vermeende, eigen of bij associatie toegekende beschermde criteria zijn, en kunnen alleenstaand zijn, of worden gecombineerd met een of meer beschermde criteria van deze wet, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen";

b) in artikel 4 worden de bepalingen onder 9°/1 en 9°/2 ingevoegd, luidende:

9°/1 cumulatieve discriminatie: situatie die zich voordoet wanneer een persoon wordt gediscrimineerd naar aanleiding van een onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die bij elkaar worden opgeteld, maar blijven scheidbaar;

9°/2 intersectionele discriminatie: situatie die zich voordoet wanneer een persoon wordt gediscrimineerd naar aanleiding van een onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die op elkaar inwerken en onscheidbaar worden";

Art. 5. In artikel 7, § 1, van dezelfde wet worden de woorden "een zogenaamd ras, huidskleur, afkomst of nationale of etnische afstamming" vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria, met uitzondering van de nationaliteit".

Art. 6. In titel II van dezelfde wet wordt een hoofdstuk II/1 ingevoegd met als opschrift "Rechtvaardiging van onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria".

Art. 7. Dans le chapitre II/1, inséré par l'article 6, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit:

“Art. 9/1. § 1^{er}. Toute distinction directe ou indirecte fondée sur plusieurs critères protégés qui s'additionnent, tout en restant dissociables, constitue une discrimination cumulée, à moins que cette distinction ne soit justifiée en vertu des dispositions des titres II de la présente loi, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ou de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes.

Pour l'évaluation de la justification, est d'application le régime de justification le plus favorable à la personne concernée par la distinction de traitement.

§ 2. Toute distinction directe ou indirecte fondée sur plusieurs critères protégés qui interagissent et deviennent indissociables, constitue une discrimination intersectionnelle, à moins que cette distinction ne soit justifiée en vertu des dispositions des titres II de la présente loi, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ou de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes.

Pour l'évaluation de la justification, est d'application le régime de justification le plus favorable à la personne concernée par la distinction de traitement.”

Art. 8. Dans les articles 9 et 10 de la même loi, les mots “l'un des critères” sont chaque fois remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères”.

Art. 9. Dans l'article 11, § 1^{er}, de la même loi, les mots “l'un des critères” sont remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères”.

Art. 10. L'article 12 de la même loi est complété par les tirets suivants:

- la discrimination cumulée;
- la discrimination intersectionnelle.”.

Art. 11. Dans l'article 16, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

- a) dans le 1^o, le nombre “650” est remplacé par le nombre “1.950”;
- b) dans le 1^o, le nombre “1.300” est remplacé par le nombre “3.900”;
- c) le 1^o est complété par les phrases suivantes:

“À partir du 1^{er} janvier 2024, ces montants sont indexés à chaque 1^{er} janvier, compte tenu de l'évolution de l'indice des prix à la consommation calculé et nommé à cet effet, tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, du mois de novembre de chaque année précédente.

L'indice de départ est celui du mois de novembre 2022.

Chaque augmentation ou diminution de l'indice entraîne une augmentation ou une diminution des montants conformément à la formule suivante: le nouveau montant est égal au montant de base, multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

Le résultat est arrondi à l'euro supérieur.

Les nouveaux montants sont publiés annuellement par avis au *Moniteur belge*. Ils entrent en vigueur le 1^{er} janvier de l'année de leur adaptation.”;

d) le § 2 est complété par les 3^o et 4^o rédigés comme suit:

“3^o si la victime réclame l'indemnisation du préjudice qu'elle a subi du fait d'une discrimination cumulée, le juge tient compte du cumul des critères qui peuvent aboutir au constat de l'existence d'une telle discrimination et décide, en conséquence, de l'opportunité de cumuler les indemnisations forfaitaires visées au 1^o ou au 2^o pour tenir compte du nombre additionné de critères cumulés, l'indemnisation ne pouvant en tout état de cause être inférieure à l'indemnisation forfaitaire visée au 1^o ou au 2^o accordée à la suite de la violation d'un critère protégé;

4^o si la victime réclame l'indemnisation du préjudice qu'elle a subi du fait d'une discrimination intersectionnelle, le juge tient compte de la discrimination intersectionnelle et décide, en conséquence, de l'opportunité de cumuler les indemnisations forfaitaires visées au 1^o ou au 2^o pour tenir compte du nombre de critères interagissant de manière indissociable, l'indemnisation ne pouvant en tout état de cause être inférieure à l'indemnisation forfaitaire visée au 1^o ou 2^o accordée suite

Art. 7. In hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 9/1. § 1. Elk direct of indirect onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die bij elkaar worden opgeteld, maar scheidbaar blijven, is cumulatieve discriminatie tenzij dat onderscheid gerechtvaardigd is krachtens de bepalingen van titels II van deze wet, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie of van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen.

Voor de beoordeling van de rechtvaardiging is de rechtvaardigingsregeling van toepassing die het gunstigst is voor de persoon die door het verschil in behandeling wordt getroffen.

§ 2. Elk direct of indirect onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die op elkaar inwerken en onscheidbaar worden, is intersectionele discriminatie tenzij dat onderscheid gerechtvaardigd is krachtens de bepalingen van titels II van deze wet, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie of van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen.

Voor de beoordeling van de rechtvaardiging is de rechtvaardigingsregeling van toepassing die het gunstigst is voor de persoon die door het verschil in behandeling wordt getroffen.”

Art. 8. In de artikelen 9 en 10 van dezelfde wet worden de woorden “een van de beschermde criteria” telkens vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”.

Art. 9. In artikel 11, § 1, van dezelfde wet worden de woorden “de beschermde criteria” vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”.

Art. 10. Artikel 12 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende streepjes:

- cumulatieve discriminatie;
- intersectionele discriminatie.”.

Art. 11. In artikel 16, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in de bepaling onder 1^o wordt het getal “650” vervangen door het getal “1.950”;
- b) in de bepaling onder 1^o wordt het getal “1.300” vervangen door het getal “3.900”;
- c) de bepaling onder 1^o wordt aangevuld met de volgende zinnen:

“Vanaf 1 januari 2024, worden deze bedragen telkens op 1 januari aangepast, rekening houdend met de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijs van de maand november van elk voorafgaand jaar, daartoe berekend en benoemd zoals geregeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand november 2022.

Elke verhoging of verlaging van het indexcijfer leidt tot een verhoging of een verlaging van de bedragen overeenkomstig de volgende formule: het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag, vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer.

Het resultaat wordt tot op de euro en naar boven afgerond.

De nieuwe bedragen worden jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Ze treden in werking op 1 januari van het jaar van de aanpassing.”;

d) paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 3^o en 4^o, luidende:

“3^o indien het slachtoffer schadevergoeding vordert wegens cumulatieve discriminatie, houdt de rechter rekening met de cumulatie van de criteria die kunnen leiden tot de bevinding dat van een dergelijke discriminatie sprake is, en oordeelt hij dienovereenkomstig over de opportuniteit van een cumulatie van de in 1^o of 2^o bedoelde forfaitaire schadevergoedingen, om rekening te houden met het opgetelde aantal cumulatieve criteria, met dien verstande dat de schadevergoeding in geen geval minder mag bedragen dan de in 1^o of 2^o bedoelde forfaitaire schadevergoeding die wordt toegekend ingevolge de schending van een beschermd criterium;

4^o indien het slachtoffer schadevergoeding vordert wegens intersectionele discriminatie, houdt de rechter rekening met de intersectionele discriminatie en oordeelt dienovereenkomstig over de opportuniteit van een cumulatie van forfaitaire schadevergoedingen bedoeld in 1^o of 2^o om rekening te houden met het aantal criteria die op onscheidbare wijze op elkaar inwerken, met dien verstande dat de schadevergoeding in geen geval minder mag bedragen dan de in 1^o of 2^o bedoelde

à la violation d'un critère protégé."

Art. 12. Dans l'article 18 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Le président du tribunal peut ordonner des mesures positives visant à empêcher la répétition d'actes similaires constituant un manquement aux dispositions de la présente loi.";

2° dans le paragraphe 2, les mots "peut octroyer" sont remplacés par le mot "octroie";

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 19 de la même loi, les mots "un critère protégé" sont remplacés par les mots "un ou plusieurs des critères protégés".

Art. 14. Dans les articles 20, modifié par la loi du 5 mai 2019, 23, 24 et 25 de la même loi, les mots "de l'un des critères" sont chaque fois remplacés par les mots "d'un ou plusieurs des critères".

Art. 15. Dans l'article 22 de la même loi, les mots "l'un des critères" sont chaque fois remplacés par les mots "un ou plusieurs des critères".

Art. 16. Dans l'article 29 de la même loi, l'alinéa 2 est complété par les tirets suivants:

— la discrimination cumulée;

— la discrimination intersectionnelle."

Art. 17. Dans l'article 30 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, les mots "l'un des critères" sont remplacés par les mots "un ou plusieurs des critères";

2° dans les §§ 2 et 3, les mots "un critère protégé" sont chaque fois remplacés par les mots "un ou plusieurs des critères protégés".

3° dans le texte néerlandais du § 2, 1°, les mots "een welbepaald beschermd criterium" sont remplacés par les mots "een of meer beschermde criteria".

Art. 18. Dans l'article 33 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte actuel qui formera le paragraphe 1^{er}, les mots "ou ses représentants légaux ou ses ayants droit" sont insérés après les mots "de la victime";

2° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

"§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'absence de preuve de l'accord de la victime ne fait pas obstacle à la recevabilité d'une action introduite par un groupement d'intérêt lorsque:

1° la victime est décédée et ses ayants droit ont déjà été inculpés dans le cadre de l'instruction judiciaire liée au décès ou il en ressort que ses ayants droit ne reconnaissent ou ne respectent pas un ou plusieurs critères protégés de la victime;

2° la victime n'est pas en mesure de donner son consentement en raison de sa situation vulnérable et ses représentants légaux font déjà l'objet d'une enquête pénale en cours sur la discrimination de la victime ou il ressort de l'enquête pénale que ses représentants légaux ne reconnaissent pas ou ne respectent pas un ou plusieurs critères protégés de la victime, ou ses représentants légaux ne sont pas non plus en mesure de donner leur consentement en raison de leur situation vulnérable.

Une personne en situation de vulnérabilité est une personne qui se retrouve en situation de vulnérabilité en raison d'un ou plusieurs critères protégés tels que définis dans la présente loi, dans la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ou dans la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes."

forfaitaire schadevergoeding die wordt toegekend ingevolge de schending van een beschermd criterium."

Art. 12. In artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De voorzitter van de rechtbank heeft de mogelijkheid om positieve maatregelen op te leggen om de herhaling van gelijkaardige daden die een overtreding van de bepalingen van deze wet vormen, te voorkomen.";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "kan de voorzitter van de rechtbank de in artikel 16, § 2, bedoelde forfaitaire schadevergoeding aan het slachtoffer toekennen" vervangen door de woorden "kent de voorzitter van de rechtbank de in artikel 16, § 2, bedoelde forfaitaire schadevergoeding aan het slachtoffer toe";

3° in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 13. In artikel 19 van dezelfde wet worden de woorden "de beschermde criteria" vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria".

Art. 14. In de artikelen 20, gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, 23, 24 en 25 van dezelfde wet worden de woorden "een van de beschermde criteria" en de woorden "één van de beschermde criteria" telkens vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria".

Art. 15. In artikel 22 van dezelfde wet worden de woorden "een van de beschermde criteria" vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria".

Art. 16. In artikel 29 van dezelfde wet wordt het tweede lid aangevuld met de volgende streepjes:

— cumulatieve discriminatie;

— intersectionele discriminatie."

Art. 17. In artikel 30 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden "een van de beschermde criteria" vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria";

2° in §§ 2 en 3 worden de woorden "een beschermd criterium" telkens vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria";

3° in § 2, 1°, worden de woorden "een welbepaald beschermd criterium" vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria".

Art. 18. In artikel 33 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bestaande tekst die paragraaf 1 zal vormen, worden de woorden "of zijn wettelijke vertegenwoordigers of zijn rechtsopvolgers" ingevoegd tussen de woorden "van het slachtoffer" en de woorden "hebben gekregen";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende:

"§ 2. In afwijking van paragraaf 1 vormt het ontbreken van bewijs van instemming van het slachtoffer geen beletsel voor de ontvankelijkheid van een vordering ingesteld door een belangenvereniging wanneer:

1° het slachtoffer overleden is en zijn rechtsopvolgers in het kader van het gerechtelijk onderzoek naar dit overlijden reeds in verdenking gesteld zijn of hieruit blijkt dat zijn rechtsopvolgers een of meer beschermde criteria van het slachtoffer niet erkennen of respecteren;

2° het slachtoffer wegens zijn kwetsbare situatie niet in staat is om instemming te geven en zijn wettelijke vertegenwoordigers reeds het voorwerp uitmaken van een lopend strafonderzoek naar de discriminatie van het slachtoffer of uit het strafonderzoek blijkt dat zijn wettelijke vertegenwoordigers een of meer beschermde criteria van het slachtoffer niet erkennen of respecteren, hetzij zijn wettelijke vertegenwoordigers evenmin instemming kunnen geven wegens hun kwetsbare situatie.

Onder persoon in een kwetsbare toestand wordt begrepen een persoon die zich in een kwetsbare situatie bevindt omwille van een of meer beschermde criteria, zoals gedefinieerd in deze wet, de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen."

Art. 19. Dans la même loi, il est inséré un titre VIII intitulé “Divers”.

Art. 20. Dans le titre VIII, inséré par l’article 19, il est inséré un article 34/1 rédigé comme suit:

“Art. 34/1. Le Roi établit, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et les modalités d’octroi des subsides accordés annuellement aux organisations actives dans le domaine de la lutte contre le racisme ou la xénophobie ou aux projets ayant pour finalité la lutte contre le racisme, en ce qui concerne les matières relevant de la compétence de l’autorité fédérale.”

CHAPITRE 3. — *Modifications de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination*

Art. 21. Dans l’article 3 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, modifié par les lois du 30 décembre 2009 et du 20 juillet 2022, les mots “fondé sur l’âge, l’orientation sexuelle, l’état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la conviction syndicale, la langue, l’état de santé, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l’origine sociale” sont remplacés par les mots “fondée sur les critères protégés”.

Art. 22. Dans le texte néerlandais des articles 3 et 4, 4°, modifiés par les lois du 30 décembre 2009 et du 20 juillet 2022, ainsi que de l’article 8 de la même loi, les mots “seksuele geaardheid” sont chaque fois remplacés par les mots “seksuele oriëntatie”.

Art. 23. À l’article 4 de la même loi, modifié par les lois du 30 décembre 2009, du 17 août 2013 et du 20 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le 4°, les mots “ou la condition” sont insérés entre les mots “l’origine” et “sociale”;

b) dans le 6°, les mots “de l’un des critères” sont remplacés par les mots “d’un ou plusieurs des critères”;

c) dans les 7° et 9°, les mots “l’un des critères” sont chaque fois remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères”;

d) dans le 8°, les mots “l’un des critères” sont remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères”;

e) dans les 10° et 11°, les mots “l’un des critères” sont chaque fois remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères”;

f) dans le 13°, les mots “de l’un des critères” sont remplacés par les mots “d’un ou plusieurs des critères”.

Art. 24. À l’article 4 de la même loi, modifié par les lois du 30 décembre 2009, du 17 août 2013 et du 20 juillet 2022, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 4° est complété par ce qui suit:

“Ces critères protégés peuvent être réels ou supposés, octroyés en propre ou par association, pris seuls ou en combinaison avec un ou plusieurs critères protégés de la présente loi, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes;”

b) dans l’article 4 sont insérés les 9°/1 et 9°/2 rédigés comme suit:

“9°/1 discrimination cumulée: situation qui se produit lorsqu’une personne subit une discrimination suite à une distinction fondée sur plusieurs critères protégés qui s’additionnent, tout en restant dissociables;

9°/2 discrimination intersectionnelle: situation qui se produit lorsqu’une personne subit une discrimination suite à une distinction fondée sur plusieurs critères protégés qui interagissent et deviennent indissociables;”.

Art. 25. Dans le titre II de la même loi, il est inséré un chapitre II/1 intitulé: “Justification des distinctions fondées sur plusieurs critères protégés”.

Art. 19. In dezelfde wet wordt een titel VIII ingevoegd met als opschrift “Varia”.

Art. 20. In titel VIII, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel 34/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 34/1. De Koning stelt bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de voorwaarden en nadere regels vast voor de toekenning van subsidies die jaarlijks worden toegekend aan organisaties die actief zijn op het gebied van de strijd tegen racisme of xenofobie of aan projecten die tot doel hebben racisme te bestrijden voor aangelegenheden die onder de bevoegdheid vallen van de federale overheid.”

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie*

Art. 21. In artikel 3 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, gewijzigd bij de wetten van 30 december 2009 en 20 juli 2022, worden de woorden “op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, syndicale overtuiging, taal, gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst” vervangen door de woorden “op grond van de beschermde criteria”.

Art. 22. In artikelen 3 en 4, 4°, gewijzigd bij de wetten van 30 december 2009 en 20 juli 2022, en in artikel 8 van dezelfde wet worden de woorden “seksuele geaardheid” vervangen door de woorden “seksuele oriëntatie”.

Art. 23. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 30 december 2009, 17 augustus 2013 en 20 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de bepaling onder 4° worden de woorden “of toestand” ingevoegd na de woorden “sociale afkomst”;

b) in de bepaling onder 6° worden de woorden “één van de beschermde criteria” vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”;

c) in de bepalingen onder 7° en 9° worden de woorden “een beschermd criterium” telkens vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”;

d) in de bepaling onder 8° worden de woorden “een bepaald beschermd criterium” vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”;

e) in de bepalingen onder 10° en 11° worden de woorden “een van de beschermde criteria” telkens vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”;

f) in de bepaling onder 13° worden de woorden “een van de beschermde criteria” vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”.

Art. 24. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 30 december 2009, 17 augustus 2013 en 20 juli 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 4° wordt aangevuld als volgt:

“Deze beschermde criteria kunnen werkelijke of vermeende, eigen of bij associatie toegekende beschermde criteria zijn, en kunnen alleenstaand zijn, of worden gecombineerd met een of meer beschermde criteria van deze wet, van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen;”

b) in artikel 4 worden de bepalingen onder 9°/1 en 9°/2 ingevoegd, luidende:

“9°/1 cumulatieve discriminatie: situatie die zich voordoet wanneer een persoon wordt gediscrimineerd naar aanleiding van een onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die bij elkaar worden opgeteld, maar blijven scheidbaar;

9°/2 intersectionele discriminatie: situatie die zich voordoet wanneer een persoon wordt gediscrimineerd naar aanleiding van een onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die op elkaar inwerken en onscheidbaar worden;”.

Art. 25. In titel II van dezelfde wet wordt een hoofdstuk II/1 ingevoegd met als opschrift “Rechtvaardiging van onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria”.

Art. 26. Dans le chapitre II/1, inséré par l'article 25, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit:

“Art. 9/1. § 1^{er}. Toute distinction directe ou indirecte fondée sur plusieurs critères protégés qui s'additionnent, tout en restant dissociables, constitue une discrimination cumulée, à moins que cette distinction ne soit justifiée en vertu des dispositions des titres II de la présente loi, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes.

Pour l'évaluation de la justification, est d'application le régime de justification le plus favorable à la personne concernée par la distinction de traitement.

§ 2. Toute distinction directe ou indirecte fondée sur plusieurs critères protégés qui interagissent et deviennent indissociables, constitue une discrimination intersectionnelle, à moins que cette distinction ne soit justifiée en vertu des dispositions des titres II de la présente loi, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes.

Pour l'évaluation de la justification, est d'application le régime de justification le plus favorable à la personne concernée par la distinction de traitement.”

Art. 27. Dans les articles 7, 9, 10 et 11 de la même loi, les mots “l'un des critères” sont chaque fois remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères”.

Art. 28. L'article 14 de la même loi est complété par les tirets suivants:

- la discrimination cumulée;
- la discrimination intersectionnelle.”

Art. 29. Dans l'article 18, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

- a) dans le 1^o, le nombre “650” est remplacé par le nombre “1.950”;
- b) dans le 1^o, le nombre “1.300” est remplacé par le nombre “3.900”;
- c) le 1^o est complété par les phrases suivantes:

“À partir du 1^{er} janvier 2024, ces montants sont indexés à chaque 1^{er} janvier, compte tenu de l'évolution de l'indice des prix à la consommation calculé et nommé à cet effet, tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, du mois de novembre de chaque année précédente.

L'indice de départ est celui du mois de novembre 2022.

Chaque augmentation ou diminution de l'indice entraîne une augmentation ou une diminution des montants conformément à la formule suivante: le nouveau montant est égal au montant de base, multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

Le résultat est arrondi à l'euro supérieur.

Les nouveaux montants sont publiés annuellement par avis au *Moniteur belge*. Ils entrent en vigueur le 1^{er} janvier de l'année de leur adaptation.”;

- d) le § 2 est complété par les 3^o et 4^o rédigés comme suit:

“3^o si la victime réclame l'indemnisation du préjudice qu'elle a subi du fait d'une discrimination cumulée, le juge tient compte du cumul des critères qui peuvent aboutir au constat de l'existence d'une telle discrimination et décide, en conséquence, de l'opportunité de cumuler les indemnisations forfaitaires visées au 1^o ou au 2^o pour tenir compte du nombre additionné de critères cumulés, l'indemnisation ne pouvant en tout état de cause être inférieure à l'indemnisation forfaitaire visée au 1^o ou au 2^o accordée à la suite de la violation d'un critère protégé;

4^o si la victime réclame l'indemnisation du préjudice qu'elle a subi du fait d'une discrimination intersectionnelle, le juge tient compte de la discrimination intersectionnelle et décide, en conséquence, de l'opportunité de cumuler les indemnisations forfaitaires visées au 1^o ou au 2^o pour tenir compte du nombre de critères interagissant de manière indissociable, l'indemnisation ne pouvant en tout état de cause être inférieure à l'indemnisation forfaitaire visée au 1^o ou 2^o accordée suite à la violation d'un critère protégé.”

Art. 26. In hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 25, wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 9/1. § 1. Elk direct of indirect onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die bij elkaar worden opgeteld, maar scheidbaar blijven, is cumulatieve discriminatie tenzij dat onderscheid gerechtvaardigd is krachtens de bepalingen van titels II van deze wet, van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of van wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen.

Voor de beoordeling van de rechtvaardiging is de rechtvaardigingsregeling van toepassing die het gunstigst is voor de persoon die door het verschil in behandeling wordt getroffen.

§ 2. Elk direct of indirect onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die op elkaar inwerken en onscheidbaar worden, is intersectionele discriminatie tenzij dat onderscheid gerechtvaardigd is krachtens de bepalingen van titels II van deze wet, van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen.

Voor de beoordeling van de rechtvaardiging is de rechtvaardigingsregeling van toepassing die het gunstigst is voor de persoon die door het verschil in behandeling wordt getroffen.”

Art. 27. In de artikelen 7, 9, 10 en 11 van dezelfde wet worden de woorden “een van de beschermde criteria” telkens vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”.

Art. 28. Artikel 14 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende streepjes:

- cumulatieve discriminatie;
- intersectionele discriminatie.”

Art. 29. In artikel 18, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in de bepaling onder 1^o wordt het getal “650” vervangen door het getal “1.950”;
- b) in de bepaling onder 1^o wordt het getal “1.300” vervangen door het getal “3.900”;
- c) de bepaling onder 1^o wordt aangevuld met de volgende zinnen:

“Vanaf 1 januari 2024, worden deze bedragen telkens op 1 januari aangepast, rekening houdend met de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand november van elk voorafgaand jaar, daartoe berekend en benoemd zoals geregeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand november 2022.

Elke verhoging of verlaging van het indexcijfer leidt tot een verhoging of een verlaging van de bedragen overeenkomstig de volgende formule: het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag, vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer.

Het resultaat wordt tot op de euro en naar boven afgerond.

De nieuwe bedragen worden jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Ze treden in werking op 1 januari van het jaar van de aanpassing.”;

- d) paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 3^o en 4^o, luidende:

“3^o indien het slachtoffer schadevergoeding vordert wegens cumulatieve discriminatie, houdt de rechter rekening met de cumulatie van de criteria die kunnen leiden tot de bevinding dat van een dergelijke discriminatie sprake is, en oordeelt hij dienovereenkomstig over de opportuniteit van een cumulatie van de in 1^o of 2^o bedoelde forfaitaire schadevergoedingen, om rekening te houden met het opgetelde aantal cumulatieve criteria, met dien verstande dat de schadevergoeding in geen geval minder mag bedragen dan de in 1^o of 2^o bedoelde forfaitaire schadevergoeding die wordt toegekend ingevolge de schending van een beschermd criterium;

4^o indien het slachtoffer schadevergoeding vordert wegens intersectionele discriminatie, houdt de rechter rekening met de intersectionele discriminatie en oordeelt dienovereenkomstig over de opportuniteit van een cumulatie van forfaitaire schadevergoedingen bedoeld in 1^o of 2^o om rekening te houden met het aantal criteria die op onscheidbare wijze op elkaar inwerken, met dien verstande dat de schadevergoeding in geen geval minder mag bedragen dan de in 1^o of 2^o bedoelde forfaitaire schadevergoeding die wordt toegekend ingevolge de schending van een beschermd criterium.”

Art. 30. Dans l'article 20 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Le président du tribunal peut ordonner des mesures positives visant à empêcher la répétition d'actes similaires constituant un manquement aux dispositions de la présente loi.”;

2° dans le paragraphe 2, les mots “peut octroyer” sont remplacés par le mot “octroie”;

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 31. Dans l'article 21 de la même loi, les mots “un critère protégé” sont remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères protégés”.

Art. 32. Dans les articles 22 et 23 de la même loi, les mots “de l'un des critères” sont chaque fois remplacés par les mots “d'un ou plusieurs des critères”.

Art. 33. Dans l'article 27 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots “ainsi que” sont abrogés;

2° l'alinéa 2 est complété par les tirets suivants:

— la discrimination cumulée;

— la discrimination intersectionnelle.”.

Art. 34. À l'article 28 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1^{er}, les mots “l'un des critères” sont remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères”;

2° dans les §§ 2 et 3, les mots “un critère protégé” sont chaque fois remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères protégés”;

3° dans le texte néerlandais du § 2, 1°, les mots “een welbepaald beschermd criterium” sont remplacés par les mots “een of meer beschermde criteria”.

Art. 35. À l'article 31 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte actuel qui formera le paragraphe 1^{er}, les mots “ou ses représentants légaux ou ses ayants droit” sont insérés après les mots “de la victime”;

2° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

“§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'absence de preuve de l'accord de la victime ne fait pas obstacle à la recevabilité d'une action introduite par un groupement d'intérêt, lorsque:

1° la victime est décédée et ses ayants droit ont déjà été inculpés dans le cadre de l'instruction judiciaire liée au décès ou il en ressort que ses ayants droit ne reconnaissent ou ne respectent pas un ou plusieurs critères protégés de la victime;

2° la victime n'est pas en mesure de donner son consentement en raison de sa situation vulnérable et ses représentants légaux font déjà l'objet d'une enquête pénale en cours sur la discrimination de la victime ou il ressort de l'enquête pénale que ses représentants légaux ne reconnaissent pas ou ne respectent pas un ou plusieurs critères protégés de la victime, ou ses représentants légaux ne sont pas non plus en mesure de donner leur consentement en raison de leur situation vulnérable.

Une personne en situation de vulnérabilité est une personne qui se retrouve en situation de vulnérabilité en raison d'un ou plusieurs critères protégés, tels que définis dans la présente loi, dans la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou dans la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes.

Art. 36. Dans le titre VII de la même loi, il est inséré un article 32/1 rédigé comme suit:

“Art. 32/1. Le Roi établit, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions et les modalités d'octroi des subsides accordés annuellement aux organisations actives dans le domaine de la lutte contre les discriminations ou aux projets ayant pour finalité la lutte contre les discriminations, en ce qui concerne les matières relevant de la compétence de l'autorité fédérale.”.

Art. 30. In artikel 20 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De voorzitter van de rechtbank heeft de mogelijkheid om positieve maatregelen op te leggen om de herhaling van gelijkaardige daden die een overtreding van de bepalingen van deze wet vormen, te voorkomen.”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “kan, de voorzitter van de rechtbank de in artikel 18, § 2, bedoelde forfaitaire schadevergoeding aan het slachtoffer toekennen” vervangen door de woorden “kent de voorzitter van de rechtbank de in artikel 18, § 2, bedoelde forfaitaire schadevergoeding aan het slachtoffer toe”;

3° in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 31. In artikel 21 van dezelfde wet worden de woorden “de beschermde criteria” vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”.

Art. 32. In de artikelen 22 en 23 van dezelfde wet worden de woorden “een van de beschermde criteria” telkens vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”.

Art. 33. In artikel 27 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt het woord “alsook” opgeheven;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende streepjes:

— cumulatieve discriminatie;

— intersectionele discriminatie.”.

Art. 34. In artikel 28 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden “een van de beschermde criteria” vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”;

2° in §§ 2 en 3 worden de woorden “een beschermd criterium” telkens vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”;

3° in § 2, 1°, worden de woorden “een welbepaald beschermd criterium” vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”.

Art. 35. In artikel 31 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bestaande tekst die paragraaf 1 zal vormen, worden de woorden “of zijn wettelijke vertegenwoordigers of zijn rechts opvolgers” ingevoegd tussen de woorden “van het slachtoffer” en de woorden “hebben gekregen”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2 luidende:

“§ 2. In afwijking van paragraaf 1 vormt het ontbreken van bewijs van instemming van het slachtoffer geen beletsel voor de ontvankelijkheid van de vordering ingesteld door een belangenvereniging wanneer:

1° het slachtoffer overleden is en zijn rechtsopvolgers in het kader van het gerechtelijk onderzoek naar dit overlijden reeds in verdenking gesteld zijn of hieruit blijkt dat zijn rechtsopvolgers een of meer beschermde criteria van het slachtoffer niet erkennen of respecteren;

2° het slachtoffer wegens zijn kwetsbare situatie niet in staat is om instemming te geven en zijn wettelijke vertegenwoordigers reeds het voorwerp uitmaken van een lopend strafonderzoek naar de discriminatie van het slachtoffer of uit het strafonderzoek blijkt dat zijn wettelijke vertegenwoordigers een of meer beschermde criteria van het slachtoffer niet erkennen of respecteren, hetzij zijn wettelijke vertegenwoordigers evenmin instemming kunnen geven wegens hun kwetsbare situatie.

Onder persoon in een kwetsbare toestand wordt begrepen een persoon die zich in een kwetsbare situatie bevindt omwille van een of meer beschermde criteria, zoals gedefinieerd in deze wet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen.

Art. 36. In titel VII van dezelfde wet wordt een artikel 32/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 32/1. De Koning stelt bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de voorwaarden en nadere regels vast voor de toekenning van subsidies die jaarlijks worden toegekend aan organisaties die actief zijn op het gebied van discriminatiebestrijding of aan projecten die tot doel hebben discriminatie te bestrijden, voor wat betreft de aangelegenheden die tot de bevoegdheid behoren van de federale overheid.”.

CHAPITRE 4. — *Modifications de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes*

Art. 37. Dans l'article 3 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, modifié par la loi du 15 novembre 2022, les mots "d'un critère protégé par la présente loi" sont remplacés par les mots "des critères protégés".

Art. 38. Dans l'article 4 de la même loi, remplacé par la loi du 15 novembre 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "critère protégé" sont remplacés par les mots "critères protégés";

2° les mots "le changement de sexe" sont remplacés par les mots "la transition médicale ou sociale";

3° l'article 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Ces critères protégés peuvent être réels ou supposés, octroyés en propre ou par association, pris seuls ou en combinaison avec un ou plusieurs critères protégés de la présente loi, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie".

Art. 39. À l'article 5 de la même loi, modifié par la loi du 15 novembre 2022, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le 5°, les mots "d'un critère protégé" sont remplacés par les mots "d'un ou plusieurs des critères protégés";

b) dans les 6° et 8°, les mots "un critère protégé" sont chaque fois remplacés par les mots "un ou plusieurs des critères protégés";

c) dans le 7°, les mots "un critère protégé déterminé" sont remplacés par les mots "un ou plusieurs des critères protégés";

d) dans les 9° et 11°, les mots "à un critère protégé" sont chaque fois remplacés par les mots "à un ou plusieurs des critères protégés";

e) dans le 12°, les mots "d'un critère protégé" sont remplacés par les mots "d'un ou plusieurs des critères protégés";

f) les 8°/1 et 8°/2 sont insérés et rédigés comme suit:

"8°/1 discrimination cumulée: situation qui se produit lorsqu'une personne subit une discrimination suite à une distinction fondée sur plusieurs critères protégés qui s'additionnent, tout en restant dissociables;

8°/2 discrimination intersectionnelle: situation qui se produit lorsqu'une personne subit une discrimination suite à une distinction fondée sur plusieurs critères protégés qui interagissent et deviennent indissociables";

Art. 40. Dans le titre II de la même loi, il est inséré un chapitre II/1 intitulé: "Justification des distinctions fondées sur plusieurs critères protégés".

Art. 41. Dans le chapitre II/1, inséré par l'article 40, il est inséré un article 15/1 rédigé comme suit:

"Art. 15/1. § 1^{er}. Toute distinction directe ou indirecte fondée sur plusieurs critères protégés qui s'additionnent, tout en restant dissociables, constitue une discrimination cumulée, à moins que cette distinction ne soit justifiée en vertu des dispositions des titres II de la présente loi, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

Pour l'évaluation de la justification, est d'application le régime de justification le plus favorable à la personne concernée par la distinction de traitement.

§ 2. Toute distinction directe ou indirecte fondée sur plusieurs critères protégés qui interagissent et deviennent indissociables, constitue une discrimination intersectionnelle, à moins que cette distinction ne soit justifiée en vertu des dispositions des titres II de la présente loi, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

Pour l'évaluation de la justification, est d'application le régime de justification le plus favorable à la personne concernée par la distinction de traitement."

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen*

Art. 37. In artikel 3 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen, gewijzigd bij de wet van 15 november 2022, worden de woorden "van een door deze wet beschermd criterium" vervangen door de woorden "van de beschermde criteria".

Art. 38. In artikel 4 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 15 november 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "beschermd criterium" worden vervangen door de woorden "beschermde criteria";

2° het woord "geslachtsverandering" wordt vervangen door de woorden "medische of sociale transitie";

3° artikel 4 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Deze beschermde criteria kunnen werkelijke of vermeende, eigen of bij associatie toegekende beschermde criteria zijn, en kunnen alleenstaand zijn, of worden gecombineerd met een of meer beschermde criteria van deze wet, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden".

Art. 39. In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 november 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de bepaling onder 5° worden de woorden "een beschermd criterium" vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria";

b) in de bepalingen onder 6° en 8° worden de woorden "een beschermd criterium" telkens vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria";

c) in de bepaling onder 7° worden de woorden "met een beschermd criterium" vervangen door de woorden "met een of meer beschermde criteria";

d) in de bepalingen onder 9° en 11° worden de woorden "een beschermd criterium" telkens vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria";

e) in de bepaling onder 12° worden de woorden "een beschermd criterium" vervangen door de woorden "een of meer beschermde criteria";

f) de bepalingen onder 8°/1 en 8°/2 worden ingevoegd, luidende:

"8°/1 cumulatieve discriminatie: situatie die zich voordoet wanneer een persoon wordt gediscrimineerd naar aanleiding van een onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die bij elkaar worden opgeteld, maar blijven scheidbaar;

8°/2 intersectionele discriminatie: situatie die zich voordoet wanneer een persoon wordt gediscrimineerd naar aanleiding van een onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die op elkaar inwerken en onscheidbaar worden";

Art. 40. In titel II van dezelfde wet wordt een hoofdstuk II/1 ingevoegd met als opschrift "Rechtvaardiging van onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria".

Art. 41. In hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 40, wordt een artikel 15/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 15/1. § 1. Elk direct of indirect onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die bij elkaar worden opgeteld, maar scheidbaar blijven, is cumulatieve discriminatie tenzij dat onderscheid gerechtvaardigd is krachtens de bepalingen van titels II van deze wet, van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen.

Voor de beoordeling van de rechtvaardiging is de rechtvaardigingsregeling van toepassing die het gunstigst is voor de persoon die door het verschil in behandeling wordt getroffen.

§ 2. Elk direct of indirect onderscheid op grond van meerdere beschermde criteria die op elkaar inwerken en onscheidbaar worden, is intersectionele discriminatie tenzij dat onderscheid gerechtvaardigd is krachtens de bepalingen van titels II van deze wet, van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

Voor de beoordeling van de rechtvaardiging is de rechtvaardigingsregeling van toepassing die het gunstigst is voor de persoon die door het verschil in behandeling wordt getroffen."

Art. 42. Dans les articles 8, 14, 15, 16 et 18 de la même loi, modifiés par la loi du 15 novembre 2022, les mots “un critère protégé” sont chaque fois remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères protégés”.

Art. 43. L'article 19 de la même loi est complété par les tirets suivants:

- la discrimination cumulée;
- la discrimination intersectionnelle.”.

Art. 44. Dans l'article 19/1, § 3, de la même loi, inséré par la loi du 15 novembre 2022, le mot “ou” entre les mots “ou” et “d'un autre congé” est abrogé.

Art. 45. Dans les articles 19/1, § 4 et 23, § 3, de la même loi, insérés par la loi du 15 novembre 2022, les modifications suivantes sont apportées:

- 1° le mot “forfaitaires” est chaque fois abrogé;
- 2° le mot “, § 2,” est chaque fois abrogé.

Art. 46. À l'article 23, § 2 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

- a) dans le 1°, le nombre “650” est remplacé par le nombre “1.950”;
- b) dans le 1°, le nombre “1.300” est remplacé par le nombre “3.900”;
- c) le 1° est complété par les phrases suivantes:

“À partir du 1^{er} janvier 2024, ces montants sont indexés à chaque 1^{er} janvier, compte tenu de l'évolution de l'indice des prix à la consommation calculé et nommé à cet effet, tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, du mois de novembre de chaque année précédente.

L'indice de départ est celui du mois de novembre 2022.

Chaque augmentation ou diminution de l'indice entraîne une augmentation ou une diminution des montants conformément à la formule suivante: le nouveau montant est égal au montant de base, multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

Le résultat est arrondi à l'euro supérieur.

Les nouveaux montants sont publiés annuellement par avis au *Moniteur belge*. Ils entrent en vigueur le 1^{er} janvier de l'année de leur adaptation”;

d) dans le 2°, les mots “ou des régimes complémentaires de sécurité sociale” sont insérés entre les mots “d'une discrimination dans le cadre des relations de travail” et les mots “, l'indemnisation forfaitaire pour le dommage matériel et moral équivaut à six mois de rémunération brute”;

e) le § 2 est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit:

“3° si la victime réclame l'indemnisation du préjudice qu'elle a subi du fait d'une discrimination cumulée, le juge tient compte du cumul des critères qui peuvent aboutir au constat de l'existence d'une telle discrimination et décide, en conséquence, de l'opportunité de cumuler les indemnisations forfaitaires visées au 1° ou au 2° pour tenir compte du nombre additionné de critères cumulés, l'indemnisation ne pouvant en tout état de cause être inférieure à l'indemnisation forfaitaire visée au 1° ou 2° accordée suite à la violation d'un critère protégé;

4° si la victime réclame l'indemnisation du préjudice qu'elle a subi du fait d'une discrimination intersectionnelle, le juge tient compte de la discrimination intersectionnelle et décide, en conséquence, de l'opportunité de cumuler les indemnisations forfaitaires visées au 1° ou au 2° pour tenir compte du nombre de critères interagissant de manière indissociable, l'indemnisation ne pouvant en tout état de cause être inférieure à l'indemnisation forfaitaire visée au 1° ou 2° accordée suite à la violation d'un critère protégé.”

Art. 42. In de artikelen 8, 14, 15, 16 en 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 november 2022, worden de woorden “een beschermd criterium” telkens vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”.

Art. 43. Artikel 19 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende streepjes:

- cumulatieve discriminatie;
- intersectionele discriminatie.”.

Art. 44. In de Franse tekst van artikel 19/1, § 3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 november 2022, wordt het woord “ou” tussen de woorden “ou” en “d'un autre congé” opgeheven.

Art. 45. In de artikelen 19/1, § 4 en 23, § 3, ingevoegd bij de wet van 15 november 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° het woord “forfaitaire” wordt telkens opgeheven;
- 2° het woord “,§ 2,” wordt telkens opgeheven.

Art. 46. In artikel 23, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in de bepaling onder 1° wordt het getal “650” vervangen door het getal “1.950”;
- b) in de bepaling onder 1° wordt het getal “1.300” vervangen door het getal “3.900”;
- c) de bepaling onder 1° wordt aangevuld met de volgende zinnen:

“Vanaf 1 januari 2024, worden deze bedragen telkens op 1 januari aangepast, rekening houdend met de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand november van elk voorafgaand jaar, daartoe berekend en benoemd zoals geregeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand november 2022.

Elke verhoging of verlaging van het indexcijfer leidt tot een verhoging of een verlaging van de bedragen overeenkomstig de volgende formule: het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag, vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het aanvangsindexcijfer.

Het resultaat wordt tot op een euro en naar boven afgerond.

De nieuwe bedragen worden jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Ze treden in werking op 1 januari van het jaar van de aanpassing”;

d) in de Franse tekst van de bepaling onder 2° worden de woorden “ou des régimes complémentaires de sécurité sociale” ingevoegd tussen de woorden “d'une discrimination dans le cadre des relations de travail” en de woorden “, l'indemnisation forfaitaire pour le dommage matériel et moral équivaut à six mois de rémunération brute”;

e) paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 3° en 4°, luidende:

“3° indien het slachtoffer schadevergoeding vordert wegens cumulatieve discriminatie, houdt de rechter rekening met de cumulatie van de criteria die kunnen leiden tot de bevinding dat van een dergelijke discriminatie sprake is, en oordeelt hij dienovereenkomstig over de opportuniteit van een cumulatie van de in 1° of 2° bedoelde forfaitaire schadevergoedingen, om rekening te houden met het opgetelde aantal cumulatieve criteria, met dien verstande dat de schadevergoeding in geen geval minder mag bedragen dan de in 1° of 2° bedoelde forfaitaire schadevergoeding die wordt toegekend ingevolge de schending van een beschermd criterium;

4° indien het slachtoffer schadevergoeding vordert wegens intersectionele discriminatie, houdt de rechter rekening met de intersectionele discriminatie en oordeelt dienovereenkomstig over de opportuniteit van een cumulatie van forfaitaire schadevergoedingen bedoeld in 1° of 2° om rekening te houden met het aantal criteria die op onscheidbare wijze op elkaar inwerken, met dien verstande dat de schadevergoeding in geen geval minder mag bedragen dan de in 1° of 2° bedoelde forfaitaire schadevergoeding die wordt toegekend ingevolge de schending van een beschermd criterium.”

Art. 47. À l'article 25 de la même loi, modifié par la loi du 15 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Le président du tribunal peut ordonner des mesures positives visant à empêcher la répétition d'actes similaires constituant un manquement aux dispositions de la présente loi.”;

2° dans le paragraphe 2, les mots “peut octroyer” sont remplacés par le mot “octroie”;

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 48. Dans l'article 26 de la même loi, modifié par la loi du 15 novembre 2022, les mots “un critère protégé” sont remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères protégés”.

Art. 49. Dans les articles 27 et 28, modifiés par la loi du 15 novembre 2022, ainsi que dans les articles 28/1 et 28/2, insérés par la loi du 22 mai 2014 et modifiés par la loi du 15 novembre 2022, les mots “d'un critère protégé” sont chaque fois remplacés par les mots “d'un ou plusieurs des critères protégés”.

Art. 50. Dans l'article 32 de la même loi, l'alinéa 2 est complété par les tirets suivants:

— la discrimination cumulée;

— la discrimination intersectionnelle.”.

Art. 51. Dans l'article 33 de la même loi, modifié par la loi du 15 novembre 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “un critère protégé” sont chaque fois remplacés par les mots “un ou plusieurs des critères protégés”;

2° les mots “concernées par le même critère protégé” sont remplacés par les mots “partageant un ou plusieurs des critères protégés”.

Art. 52. Dans l'article 36 de la même loi, modifié par la loi du 15 novembre 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte actuel qui formera le paragraphe 1^{er}, les mots “ou ses représentants légaux ou ses ayants droit” sont insérés après les mots “de la victime”;

2° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

“§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'absence de preuve de l'accord de la victime ne fait pas obstacle à la recevabilité d'une action introduite par un groupement d'intérêt lorsque:

1° la victime est décédée et ses ayants droit ont déjà été inculpés dans le cadre de l'instruction judiciaire liée au décès ou il en ressort que ses ayants droit ne reconnaissent ou ne respectent pas un ou plusieurs critères protégés de la victime;

2° la victime n'est pas en mesure de donner son consentement en raison de sa situation vulnérable et ses représentants légaux font déjà l'objet d'une enquête pénale en cours sur la discrimination de la victime ou il ressort de l'enquête pénale que ses représentants légaux ne reconnaissent pas ou ne respectent pas un ou plusieurs critères protégés de la victime, ou ses représentants légaux ne sont pas non plus en mesure de donner leur consentement en raison de leur situation vulnérable.

Une personne en situation de vulnérabilité est une personne qui se retrouve en situation de vulnérabilité en raison d'un ou plusieurs critères protégés, tels que définis dans la présente loi, dans la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou dans la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.”.

Art. 47. In artikel 25 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De voorzitter van de rechtbank heeft de mogelijkheid om positieve maatregelen op te leggen om de herhaling van gelijkaardige daden die een overtreding van de bepalingen van deze wet vormen, te voorkomen.”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “kan, de voorzitter van de rechtbank de in artikel 23, § 2, bedoelde forfaitaire schadevergoeding aan het slachtoffer toekennen” vervangen door de woorden “kent de voorzitter van de rechtbank de in artikel 23, § 2, bedoelde forfaitaire schadevergoeding aan het slachtoffer toe”;

3° in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 48. In artikel 26 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 november 2022, wordt het woord “een beschermd criterium” vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”.

Art. 49. In de artikelen 27 en 28, gewijzigd bij de wet van 15 november 2022, en in de artikelen 28/1 en 28/2, ingevoegd bij de wet van 22 mei 2014 en gewijzigd bij de wet van 15 november 2022, worden de woorden “een beschermd criterium” telkens vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”.

Art. 50. In artikel 32 van dezelfde wet wordt het tweede lid aangevuld met de volgende streepjes:

— cumulatieve discriminatie;

— intersectorale discriminatie.”.

Art. 51. In artikel 33 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 november 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “een beschermd criterium” worden telkens vervangen door de woorden “een of meer beschermde criteria”;

2° de woorden “met eenzelfde beschermd criterium” worden vervangen door de woorden “die een of meer beschermde criteria delen”.

Art. 52. In artikel 36 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 november 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bestaande tekst die paragraaf 1 zal vormen, worden de woorden “of zijn wettelijke vertegenwoordigers of zijn rechtsopvolgers” ingevoegd tussen de woorden “van het slachtoffer” en de woorden “hebben gekregen”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2 luidende:

“§ 2. In afwijking van paragraaf 1 vormt het ontbreken van bewijs van instemming van het slachtoffer geen beletsel voor de ontvankelijkheid van een vordering ingesteld door een belangenvereniging, wanneer:

1° het slachtoffer overleden is en zijn rechtsopvolgers in het kader van het gerechtelijk onderzoek naar dit overlijden reeds in verdenking gesteld zijn of hieruit blijkt dat zijn rechtsopvolgers een of meer beschermde criteria van het slachtoffer niet erkennen of respecteren;

2° het slachtoffer wegens zijn kwetsbare situatie niet in staat is om instemming te geven en zijn wettelijke vertegenwoordigers reeds het voorwerp uitmaken van een lopend strafonderzoek naar de discriminatie van het slachtoffer of uit het strafonderzoek blijkt dat zijn wettelijke vertegenwoordigers een of meer beschermde criteria van het slachtoffer niet erkennen of respecteren, hetzij zijn wettelijke vertegenwoordigers evenmin instemming kunnen geven wegens hun kwetsbare situatie.

Onder persoon in een kwetsbare toestand wordt begrepen een persoon die zich in een kwetsbare situatie bevindt omwille van een of meer beschermde criteria, zoals gedefinieerd in deze wet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.”.

Art. 53. L'article 39 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

“Art. 39. Sans préjudice de l'article 4, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, définir les modalités selon lesquelles l'Institut peut octroyer des subventions structurelles aux organisations actives dans le domaine de l'égalité des genres.”

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de Mobilité,
G. GILKINET

La Secrétaire d'Etat à l'Egalité des genres,
à l'Egalité des Chances et à la Diversité,
M.-C. LEROY

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 55 3366
Compte rendu intégral : 22 juin 2023

Art. 53. Artikel 39 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

“Art. 39. Onverminderd artikel 4, eerste lid, 4^o, van de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, kan de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit de modaliteiten vastleggen waaronder het Instituut structurele subsidies kan toekennen aan organisaties die actief zijn op het vlak van gendergelijkheid.”

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 28 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

De Staatssecretaris voor Gendergelijkheid,
Gelijke Kansen en Diversiteit,
M.-C. LEROY

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken : 55 3366
Integraal Verslag : 22 juni 2023

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[2023/203390]

4 JUILLET 2023. — Arrêté royal modifiant les montants de l'arrêté royal du 9 février 2023 fixant les montants du financement alternatif des moyens additionnels alloués au financement des soins de santé par le régime de la gestion globale des travailleurs salariés et par le régime de la gestion globale des travailleurs indépendants pour l'année 2023

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale, les articles 17 et 19;

Vu l'arrêté royal du 9 février 2023 fixant les montants du financement alternatif des moyens additionnels alloués au financement des soins de santé par le régime de la gestion globale des travailleurs salariés et par le régime de la gestion globale des travailleurs indépendants pour l'année 2023;

Vu l'avis du Comité de gestion de la sécurité sociale, donné le 12 mai 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mai 2023;

Vu l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, donné le 25 mai 2023;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget donné le 5 juin 2023;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[2023/203390]

4 JULI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van de bedragen van het koninklijk besluit van 9 februari 2023 tot vaststelling van de bedragen voor de alternatieve financiering van de bijkomende geldmiddelen toegekend voor de financiering van de geneeskundige verzorging door het stelsel van het globaal beheer van de werknemers en door het stelsel van het globaal beheer van de zelfstandigen voor het jaar 2023

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 april 2017 houdende hervorming van de financiering van de sociale zekerheid, artikelen 17 en 19;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 februari 2023 tot vaststelling van de bedragen voor de alternatieve financiering van de bijkomende geldmiddelen toegekend voor de financiering van de geneeskundige verzorging door het stelsel van het globaal beheer van de werknemers en door het stelsel van het globaal beheer van de zelfstandigen voor het jaar 2023;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de sociale zekerheid, gegeven op 12 mei 2023;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 17 mei 2023;

Gelet op het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen, gegeven op 25 mei 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 5 juni 2023;